

Le plein d'énergie aux 80 ans du Medef

NÉE LE 9 DÉCEMBRE 1941, L'ANTENNE LOCALE DE L'ORGANISATION PATRONALE A PLANCHÉ, LORS D'UNE SOIRÉE ANNIVERSAIRE, SUR LA RÉINDUSTRIALISATION ET SES ENJEUX, NOTAMMENT ÉNERGÉTIQUES.

SÉBASTIEN JACQUART

Le Medef de l'Ain a fêté son 80^e anniversaire, jeudi 13 décembre. En remontant le fil de son histoire, pour les besoins d'une vidéo rétrospective, depuis sa naissance le 9 décembre 1941 jusqu'à nos jours, l'organisation patronale a retrouvé un certain nombre des préoccupations du moment. « La règle des 19 °C dans les bâtiments date du premier choc pétrolier. Des problématiques de pénurie de main-d'œuvre s'exprimaient déjà dans les années 1960, sur l'emploi qualifié, note Stéphane Rostaing, l'actuel président. On a, en revanche, le sentiment que tout s'accélère, aujourd'hui. Gilets jaunes, covid, problèmes écologiques, développement du numérique... On vit une forme d'emballage. Le Medef doit s'adapter. »

DES ENJEUX EUROPÉENS

Aussi, la soirée anniversaire était-elle consacrée à la thématique de la réindustrialisation et notamment, de l'énergie et de l'emploi. Deux sujets sur lesquels l'organisation patronale entend être en pointe. « Nous avons vraiment envie de réindustrialiser le pays, mais la problématique de l'énergie, enjeu européen, risque à l'inverse de provoquer des délocalisations », relève Stéphane Rostaing. Chef d'entreprise aindinois et numéro 2 du Medef national, Patrick Martin enfonce le clou : « Nous avons déjà des entreprises

qui abaissent, arrêtent voire délocalisent leur production, à cause des coûts énergétiques. Des industriels du textile migrent vers l'Espagne et le Portugal qui ont plafonné les prix de l'énergie à 180 euros par mégawatt, voire vers le Maghreb. Des chimistes sont partis vers les États-Unis où le gaz est facturé 27 €/MW contre 450 en Europe, où le prix spot a même atteint 2 000 €/MW. Il nous faut bloquer les prix comme l'ont fait les Espagnols et les Portugais. Cela représentera un coût important pour les finances publiques, mais évitera les distorsions de

1350

Le Medef de l'Ain compte quelque 140 adhérents directs, auxquels s'ajoutent trois branches professionnelles : BTP, chimie et métallurgie. Ceci porte à environ 1350, le nombre d'entreprises locales représentées par l'organisation patronale.

concurrence à l'échelon européen. » Des distorsions du côté de l'Allemagne, notamment, où l'on s'apprête à subventionner l'accès des entreprises à l'énergie à hauteur de 200 milliards d'euros.

Reprenant l'argumentaire qu'il a déjà développé pour l'assemblée générale de sa propre organisation (lire l'Eco de l'Ain du 13 octobre), François Perrier, président de l'UIMM 01, considère l'énergie comme un facteur clé de la réindustrialisation. Pour lui, la France doit sanctuariser son parc nucléaire dont l'électricité compétitive a été favorable, par le passé, à son industrie chimique. Il dénonce le « principe de précaution jusqu'à la caricature », évoquant le cas des corrosions sous contrainte découverte sur certaines centrales. « C'est comme si vous arrêtiez de rouler avec votre voiture, parce que vous avez repéré un problème sur la roue de secours. » Et il demande que l'on « arrête les mensonges autour des énergies renouvelables, même si nous devons tout de même les développer, pour compenser les retards pris sur le nucléaire, par un couple éolien-gaz ». Patrick Martin dénonce pour sa part l'incohérence, entre autres, des décideurs français et européens. « L'État veut lancer la construction de six EPR (Réacteurs pressurisés européens, NDLR), mais dans le meilleur des cas, le premier

sera opérationnel dans 15 ans, ajoute-t-il. Et nous avons pris beaucoup de retard dans les renouvelables. Sept éoliennes offshore viennent d'être inaugurées au large de Saint-Nazaire. Le temps que la France mène à bien ce projet, 2 500 ont été mises en service au large de l'Écosse. Et l'on ne produit pas de panneaux photovoltaïques. La position du Medef insiste sur la nécessité d'accélérer à la fois sur le nucléaire et les renouvelables, tout en levant le pied sur l'électrification des véhicules, primo parce que l'on ne les produit pas, deuzio parce qu'ils demandent une électricité que nous n'avons pas. »

DES ATOUTS LOCAUX

L'Ain est plutôt avantagé dans le domaine énergétique, entre ses barrages hydroélectriques, sa centrale nucléaire et le site de stockage de gaz d'Étrez, « le plus important d'Europe, avec des canalisations vers la Suisse et l'Allemagne », souligne le numéro 2 du Medef,

très attaché au territoire. Et celui-ci de citer par ailleurs, les atouts du département en matière d'infrastructures, de numérique, de relations avec les services de l'État et les collectivités, ou encore de formation. Car la réindustrialisation n'est pas qu'une question d'énergie, mais aussi d'administration sur ce sujet fondateur. Nous sommes notamment en appui de la réforme des lycées professionnels. » Des établissements dont un tiers des élèves rencontrent des difficultés à s'intégrer sur le marché de l'emploi au terme de leur cursus, selon la préfète de l'Ain, Cécile Bigot-Dekeyser. ■

Les rôles du Medef

Pour Stéphane Rostaing, son président, le Medef de l'Ain joue trois rôles, le premier réside dans ses nombreux mandats (250 au total), au sein d'organisations paritaires telles que la CCI, le Tribunal de commerce, l'Urssaf... Le deuxième consiste en des points réguliers avec les représentants de l'État et les élus, pour faire remonter les préoccupations des entreprises. Le dernier englobe l'ensemble des services aux adhérents, notamment « les 13 missions juridiques, handicap, école-entreprises, etc., du Medef Auvergne-Rhône-Alpes, sur lesquelles nous pouvons nous appuyer ». Interrogé dans une vidéo rétrospective, l'industriel Pierre Roset ajoute aux remontées de terrain, un autre intérêt d'adhérer au Medef : « les échanges entre chefs d'entreprise autour des solutions que l'on peut trouver ». Quant à Emmanuelle Perdrix, présidente du syndicat plasturgiste Polyvia, elle lui attribue « un rôle d'animation des autres organisations professionnelles. C'est un lieu où se fédérer ».



Stéphane Rostaing, président départemental, et Patrick Martin, numéro 2 national du mouvement, aux 80 ans du Medef de l'Ain.

On vit une forme d'emballage. Le Medef doit s'adapter.

Stéphane Rostaing